

ANTHROOPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

NÉCROPOLITIQUE

Bisoka, Aymar Nyenyezi

Université de Mons, Belgique

Date de publication : 2025-12-07

DOI : <https://doi.org/10.47854/acx0w372>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

Le concept de *nécropolitique*, introduit par Achille Mbembe en 2003, désigne la capacité souveraine de décider qui peut vivre et qui doit mourir et selon quelles modalités. Cette idée prolonge la réflexion foucaldienne sur la biopolitique, mais en la renversant : là où Michel Foucault (2004) décrivait un pouvoir qui fait vivre et laisse mourir, Mbembe montre qu'il existe aussi une modalité de gouvernement fondée sur la production de la mort dans la vie, héritée de la colonisation (Mbembe 2003). Selon lui, la nécropolitique est née dans les empires coloniaux et s'est progressivement transformée en une biopolitique racialisée des démocraties occidentales, dirigée contre leurs « autres » – migrants, peuples racisés, populations indignes (Mbembe 2016).

Dans les États modernes, la gestion de la vie a souvent été interprétée comme un mécanisme de régulation démographique et sanitaire, ce que Foucault appelait le *faire vivre*. Or, comme le montre Mbembe, cette vision est eurocentrée : elle repose sur la croyance que le pouvoir moderne protège la vie, alors qu'il organise aussi la mort de certaines catégories d'humains. La thanatopolitique – politique de l'extermination ou du nettoyage ethnique – et la biopolitique – gouvernement de la vie – ne sont pas opposées, mais complémentaires. L'État moderne se légitime en prétendant protéger certains, tout en abandonnant d'autres à la mort, souvent au nom de la sécurité ou du progrès (Bisoka et Nanteuil 2021).

Cette conception ne rend cependant pas compte de l'expérience historique des Noirs dans l'esclavage, la colonisation ou l'apartheid, où le corps noir a toujours été traité comme un problème à administrer (Ajari 2022 ; Mbembe 2013). Comme le souligne Fanon (1952), la vie noire n'a jamais été pleinement incluse dans le régime du « faire vivre » : elle a été réduite à une survie sous tutelle, oscillant entre la vie et la mort. Mbembe montre que la nécropolitique désigne précisément cette zone d'oscillation : un espace où la vie des Noirs est continuellement exposée à la mort – pas par accident, mais par structure. Dans ce régime, la biopolitique s'applique aux citoyens blancs et à la métropole, tandis que la politique de la mort s'impose aux corps noirs, aux insurgés, aux migrants et à tous ceux jugés superflus.

ISSN : 2561-5807, Anthroopen, Université Laval, 2021. Ceci est un texte en libre accès diffusé sous la licence CC-BY-NC-ND, <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Citer cette entrée : Bisoka, Aymar Nyenyezi, 2025, « Nécropolitique », *Anthroopen*.
<https://doi.org/10.47854/acx0w372>

C'est ici que s'inscrit la tradition afrocritique, courant intellectuel qui, depuis un siècle, interroge les contradictions de la modernité euro-occidentale – son humanisme proclamé et sa violence systémique (Bisoka 2025). La tradition afrocritique recourt à la notion de nécropolitique pour dévoiler la manière dont les États de droit eux-mêmes produisent des zones de mort : camps de réfugiés, prisons, mers frontalières, banlieues racisées, populations africaines ou d'origine africaine. Elle met en lumière le partage inégal du vivant, où certaines vies sont protégées, d'autres surveillées, et d'autres encore abandonnées. Être Noir, dans ce monde, c'est souvent vivre à proximité immédiate de la mort – comme les migrants traversant la Méditerranée ou les victimes des violences policières (Vergès 2019).

Ainsi, la nécropolitique n'est pas simplement une théorie de la destruction : c'est une forme de gouvernement où l'État, tout en maintenant son discours de droit et de protection, organise la vulnérabilité différenciée des vies. Elle marque la coexistence de la vie et de la mort dans un même espace politique, révélant que la modernité n'a pas aboli la logique coloniale, mais l'a internalisée. Dans les démocraties contemporaines, la frontière entre vie digne et vie abandonnée ne passe plus entre métropole et colonie : elle traverse désormais les sociétés elles-mêmes. C'est cette oscillation permanente entre vivre et mourir, au cœur de la condition noire, que Mbembe appelle nécropolitique.

Au départ, la nécropolitique désigne chez Achille Mbembe à la fois la logique de domination à l'œuvre dans les sociétés coloniales et la persistance de cette logique dans les régimes postcoloniaux. Dans le cadre colonial d'abord, Mbembe montre que l'avènement de la modernité occidentale a été inséparable de la racialisation de la sujexion. La question nègre demeure, selon lui, un contentieux fondateur de cette modernité, qui s'est construite sur une opposition hiérarchique entre l'homme et l'animal, la raison et la déraison, le civilisé et le primitif (Mbembe 2013). Or le Noir incarne précisément l'impossibilité de cette séparation : il est le point de bascule où la raison occidentale, tout en prétendant humaniser, dénie l'humanité. Le Nègre, dans cette architecture, devient à la fois objet d'étude, de propriété et d'exploitation – un être humain réduit à l'état de marchandise vivante.

Cette rationalisation de l'asservissement, fondée sur le discours du progrès, de la mission civilisatrice et de l'ordre, a légitimé une politique de la mort. L'éducation, l'évangélisation ou la modernisation n'étaient pas des entreprises d'émancipation, mais des mécanismes de domestication : elles visaient à extraire du Noir son « animalité » supposée tout en autorisant son exploitation et, au besoin, son élimination. Ce pouvoir rationnel de tuer et d'asservir fonde ce que Mbembe appelle la nécropolitique coloniale. Dans ce système, la vie du colonisé est subordonnée à la mort : elle n'existe que comme vie exposée, fragile, constamment menacée. Le pouvoir colonial est totalisant parce qu'il ne laisse aucune alternative entre l'obéissance et la destruction. Là où la biopolitique foucaldienne visait à « faire vivre et laisser mourir », la nécropolitique coloniale consiste à gouverner par la mort, à administrer la survie comme un instrument de domination.

Dans le contexte postcolonial, Mbembe étend sa réflexion à l'État africain contemporain. Il montre que l'indépendance politique n'a pas rompu avec l'économie de la mort héritée du colonialisme. Les élites postcoloniales, en s'appropriant les appareils de pouvoir laissés par les colons, ont reproduit la même rationalité de violence et de préddation (Tonda 2016). Le droit post-colonial, au lieu de garantir la

justice, devient un instrument de conquête et d'impunité : gouverner, dans ce cadre, c'est dominer par la peur, entretenir la précarité et administrer la mort comme modalité de contrôle social. Cette continuité nécropolitique révèle ce que Mbembe appelle la « nécropole » : un espace politique où les frontières entre gouvernement, conquête et violence sont effacées.

Dans ces États, la mort n'est plus un accident mais un langage politique. La torture, les exécutions arbitraires, la répression ou l'abandon social constituent autant de formes de gestion de la population. Le pouvoir se manifeste moins par la capacité à protéger la vie que par celle de décider du moment et des conditions de la mort. En ce sens, la postcolonie prolonge la colonie : elle demeure un lieu où la vie humaine est gouvernée comme chose, où la souveraineté s'exerce à travers l'humiliation, la coercition et la destruction.

Cependant, Mbembe ne s'arrête pas à la dénonciation. Pour lui, reconnaître cette filiation entre colonisation et postcolonie n'implique pas un fatalisme, mais une condition critique pour penser d'autres formes de liberté. En analysant la survivance de la nécropolitique, il invite à rompre avec les déterminismes coloniaux, à réinventer un imaginaire politique où la dignité et la vie ne soient plus des priviléges mais des fondements du commun.

Au-delà du contexte africain, Achille Mbembe étend sa réflexion sur la nécropolitique à l'échelle mondiale, en soulignant sa planétarisation dans le cadre du capitalisme global et des démocraties néolibérales. Dans cette perspective, il ne s'agit plus seulement de comprendre comment la mort est administrée dans les colonies ou les territoires racialisés, mais de voir comment la logique de la nécropolitique s'universalise à travers la production de nouvelles formes de vie indignes. Mbembe montre que l'organisation sociopolitique du monde contemporain reproduit, à une autre échelle, ce qu'il appelle la « structure nègre » du monde : un système fondé sur l'exploitation, la hiérarchisation et la mise à mort différenciée des populations (Mbembe 2016). Autrement dit, nous sommes passés de l'assujettissement d'une race – le Noir colonial – à la racialisation de l'assujettissement dans le monde globalisé. La condition noire devient alors une métaphore universelle de la vulnérabilité et de l'exclusion, ce que Mbembe appelle le « devenir-nègre du monde » (Mbembe 2016 : 9).

Dans ce devenir-nègre, être « nègre » n'est plus une question de couleur de peau mais une condition politique : celle de ceux et celles qui, dans le nouvel ordre global, sont exclus de la dignité, de la mobilité et de la sécurité. Le néolibéralisme, en s'alliant au capitalisme numérique et au régime sécuritaire, étend à l'ensemble de la planète la logique de précarité autrefois réservée aux sujets colonisés. Il ne s'agit plus seulement d'exclure les Noirs des droits communs, mais d'assimiler aux Noirs tous ceux qui, aujourd'hui, en sont exclus : migrants, pauvres, travailleurs précaires, peuples du Sud global. Ce processus universalisant d'assignation à la mort lente traduit la diffusion planétaire du paradigme nécropolitique : la gestion différenciée de la vie et de la mort au nom de la rentabilité, de la sécurité ou de la pureté culturelle.

Mbembe insiste sur la manière dont cette production de « sujets de race » persiste, alors même que les sciences naturelles ont démontré l'inexistence biologique de la race. Elle s'est transformée en une technologie du pouvoir, appuyée par une idéologie raciale diffuse et par ce qu'il appelle un « nanoracisme hilare », cette forme

banalisée, désinvolte et cruelle de racisme quotidien qui célèbre son ignorance et sa violence (Mbembe 2016 : 87). Ce racisme ne repose plus nécessairement sur la couleur noire visible – le « nègre de surface » – mais sur une condition ontologique plus profonde, celle du « nègre de fond ».

Le *nègre de fond*, selon Mbembe, est le produit du néolibéralisme contemporain, à la fois créature et victime d'un capitalisme devenu quasi religieux (Mbembe 2016). Dans cette humanité « logicielle », où l'individu se transforme en flux de données, le *nègre de fond* incarne l'Autre absolu, celui dont la vie est dévalorisée, dont la mort ne trouble pas l'ordre moral du monde. C'est l'étranger, le réfugié, le pauvre, le croyant d'un dieu méprisé – bref, celui qui demeure disponible pour la violence légitime du système (Mbembe 2016 : 165). Ce nouveau *nègre* n'a plus besoin d'être africain : il est toute personne rendue superflue, sans droits, assignée à l'invisibilité ou à la destruction.

En ce sens, la nécropolitique planétarisée de Mbembe décrit un monde où la rationalité économique, sécuritaire et technologique a absorbé la logique coloniale. Les corps, désormais classés selon leur utilité, leur croyance ou leur capital, sont soumis à des degrés variables de vie ou de mort. Le *devenir-nègre du monde* révèle ainsi l'extension de la condition noire à l'humanité entière : la généralisation de l'expérience de la précarité, du contrôle et de la mort comme instruments de gouvernement.

Seize ans après avoir introduit le concept de nécropolitique, Mbembe lui a enfin consacré un ouvrage éponyme (Mbembe 2019) permettant d'en reprendre la lecture à l'aune de l'évolution de sa réflexion développée dans *Politique de l'ininitié* (Mbembe 2016). Mbembe part de l'idée que la modernité politique contemporaine se caractérise par une dérive fondamentale : les démocraties libérales, tout en se réclamant des idéaux de liberté et d'égalité, reposent désormais sur une *politique de l'ininitié*. Celle-ci consiste à fabriquer des ennemis, à instituer la peur comme principe d'unité et à légitimer la violence au nom de la sécurité. S'inspirant de Carl Schmitt, Mbembe montre que la politique moderne repose sur la distinction entre amis et ennemis : la survie du corps social suppose la désignation d'un autre à exclure, dominer ou éliminer. La « guerre contre la terreur » en est l'illustration contemporaine : elle produit un monde où l'état d'exception devient la norme, où les droits sont suspendus, et où la violence est administrée comme instrument de gouvernement.

C'est dans cet horizon qu'il développe le concept de *nécropolitique*. Là où Michel Foucault voyait dans le biopouvoir le gouvernement des vivants, Mbembe en révèle l'envers : la nécropolitique est le pouvoir de mort qui organise la vie sociale autour de la possibilité du meurtre légitime. Elle engendre des « mondes de la mort », ces espaces – camps, ghettos, blocus, zones d'exception – où des populations entières vivent sous la menace constante de la destruction. Le racisme y joue un rôle central : il sert de technologie de tri, de gestion différentielle de la vie, distinguant les existences dignes d'être protégées de celles dont la disparition devient tolérable. Cette gouvernementalité de la mort, héritée de l'esclavage, du colonialisme et de l'apartheid, s'étend aujourd'hui à travers le capitalisme technopolitique et les logiques de contrôle global : drones, surveillance, murs frontaliers, camps de réfugiés.

Mbembe lit dans la situation de Gaza une illustration emblématique de ce paradigme : l'espace y est transformé en théâtre de siège, le temps en urgence

perpétuelle, et le droit en permission de tuer. Les habitants, soumis à une domination totale, expérimentent la condition de vies rendues jetables ; la liberté et la résistance s'y confondent souvent avec le sacrifice, lorsque le corps devient l'ultime arme contre l'oppression. La nécropolitique n'est donc pas seulement la violence physique du meurtre : elle comprend aussi les formes lentes de mise à mort – privation, blocus, exposition à la faim, à la maladie ou à la peur – qui produisent des existences suspendues entre vie et mort.

En articulant ainsi politique de l'inimitié et nécropolitique, Mbembe dévoile le cœur sombre des démocraties contemporaines : un pouvoir qui, sous couvert de protéger la vie, administre la mort. Contre cette logique, il appelle à une *justice de la vie*, fondée sur la reconnaissance des vulnérabilités partagées, la désactivation des frontières de l'inimitié et la réinscription du politique dans le soin. Refonder la politique, pour lui, signifie réapprendre à habiter le monde avec les autres, dans la conscience de la finitude commune – transformer la souveraineté de la mort en une éthique du vivant.

Norman Ajari, dans *La dignité ou la mort. Éthique et politique de la race* (2019), reprend et approfondit le concept de nécropolitique élaboré par Achille Mbembe pour penser la condition des *indignes*, c'est-à-dire des vies noires situées à la frontière mouvante entre la vie et la mort. Là où Mbembe analyse le pouvoir souverain comme capacité de « faire mourir » ou de « laisser vivre », Ajari montre que, pour les Noirs, la nécropolitique ne se manifeste pas seulement par l'anéantissement physique, mais par la production de l'invivable, une existence suspendue où vivre devient presque synonyme de mourir. Cette hybridation entre mort et vie s'articule autour de deux termes grecs : *thanatos* et *necros*. Le premier renvoie à la mort effective, brutale et certaine – celle des corps abattus, lynchés ou effacés. Le second, *necros*, évoque la vie en forme de mort, la survie réduite à sa dimension minimale, où la respiration persiste mais où la dignité s'efface. C'est précisément dans cet entre-deux qu'Ajari situe la condition noire contemporaine, marquée par l'exposition permanente à la violence, l'humiliation et la déshumanisation.

En reprenant Mbembe, Ajari ne cherche pas seulement à décrire les effets politiques du pouvoir de mort, mais à montrer comment la frontière entre la vie et la mort devient elle-même instable. La nécropolitique, écrit-il, « ne se borne pas à ôter la vie ou à discriminer entre les vies vivables et celles qui ne le sont pas : elle opère surtout d'incessants déplacements de la frontière même qui sépare la mort de la vie » (Ajari 2019 : 100). Cette indétermination est au cœur de la condition des *indignes* : leur existence est tolérée, mais toujours menacée, placée sous la dépendance d'un regard ou d'un geste capable de la supprimer à tout moment (Ajari 2021). La mort n'est pas un événement ponctuel ; elle devient une atmosphère, un régime d'existence. Pour éclairer cette dimension, Ajari convoque Frantz Fanon, qui avait déjà montré comment la vie noire se déploie sous le signe de l'insécurité permanente. Le Noir, pour survivre, apprend à s'autocensurer, à gommer ses singularités – un accent, une manière d'être, un geste – pour échapper à la moquerie, à la stigmatisation ou à la violence (Fanon 1952, 2002). Ces stratégies d'adaptation témoignent d'une existence marquée par l'anticipation constante de la blessure.

Dans cette perspective, les violences policières aux États-Unis ou en France ne sont pas des anomalies : elles traduisent la normalité nécropolitique du monde raciste, où la manière dont un Noir meurt est en continuité avec la manière dont il est tenu d'y

vivre. Ajari articule alors thanatopolitique et nécropolitique pour montrer que le biopouvoir moderne – censé protéger et réguler la vie – s'exerce sur les Noirs par la dévalorisation de leur existence. Ils ne sont pas simplement tués : ils sont condamnés à habiter un monde où leur vie ne vaut pas d'être vécue. Cette violence n'interrompt pas l'ordre social, elle le renforce. En ce sens, la nécropolitique, chez Ajari, est la forme politique par excellence de la race : elle naturalise la mort sociale et la précarité vitale des Noirs, tout en masquant cette brutalité sous les habits de la normalité démocratique. Elle rappelle que, dans le monde racialisé, la mort n'est pas l'opposé de la vie, mais sa continuité la plus intime (Ajari 2019 : 100).

Finalement, il paraît important de redéfinir la nécropolitique en interrogant le caractère opératoire dans le monde contemporain à travers la grille de lecture de la tradition afrocritique. De ce point de vue, si, pour Mbembe, la nécropolitique désigne la capacité du pouvoir à décider qui peut vivre et qui doit mourir, il y a lieu d'en proposer une actualisation empirique : elle ne se réduit pas à une logique abstraite du pouvoir de mort, mais renvoie à la matérialité historique et persistante d'un ordre mondial façonné, depuis le XV^e siècle, au service des intérêts euro-occidentaux. Cet ordre, fondé sur l'esclavage, la colonisation et le racisme structurel, continue de produire une hiérarchie raciale globale où la condition noire constitue un marqueur central de la subalternité. Être Noir, aujourd'hui encore, signifie souvent faire partie du sous-groupe d'humains les plus démunis en termes de ressources essentielles comme la nourriture, le logement, l'éducation, les soins de santé, et privés de la possibilité de vivre dignement et longtemps (Bisoka 2025). Appartenir à une humanité vulnérable, exposée à la pauvreté, à la dépossession et à la mort prématurée – autant de formes d'une « vie nécropolitique », c'est-à-dire une existence maintenue à la limite de la survie.

Cette situation s'inscrit dans la continuité de la subalternité noire (Bisoka 2025), une marginalisation systémique où la noirceur fonctionne comme catégorie de relégation mondiale. Empiriquement, elle se manifeste aussi bien à l'échelle micro – à travers le racisme quotidien, la violence policière, la condition des migrants ou l'incarcération massive des Noirs – qu'à l'échelle macro, dans la pauvreté structurelle du Sud global, l'expropriation économique et la dépendance politique des pays africains. Ce système de domination est soutenu par le fantasme colonial (Bisoka 2025), ensemble d'appareils ethnocentriques qui érigent l'espace euro-occidental en norme universelle, tandis que les autres mondes n'existent qu'en tant que variations déficientes de cette norme.

La nécropolitique apparaît ainsi comme un dispositif de reproduction du monde blanc, au sens d'un système de pouvoir qui entretient les priviléges matériels, symboliques et libidinaux de la suprématie blanche. Elle ne se maintient pas seulement par la force, mais par une économie du désir, où le corps noir devient à la fois objet d'exploitation, de crainte, de dégoût et de fascination. C'est ici qu'intervient la dimension libidinale du pouvoir racial : la négrophobie n'est pas qu'un ensemble d'idées racistes, mais un désir inconscient et rationalisé qui fixe les Noirs dans une position d'objets – « jouets » ou « déchets » d'un imaginaire blanc qui se nourrit à la fois de peur et de jouissance. Cette dialectique du désir – entre négrophilie et négrophobie – produit des sujets noirs prisonniers d'un rapport mortifère au pouvoir blanc (Ajari 2022).

Dans cette perspective, la nécropolitique contemporaine ne se limite plus à la gestion militaire ou étatique de la mort : elle s'étend aux sphères sociales, économiques et symboliques du néocolonialisme. Elle s'incarne dans l'exploitation continue de l'Afrique et de sa diaspora, dans la persistance d'un impérialisme racial qui façonne encore la circulation des ressources, des savoirs et des corps. Le monde blanc demeure ainsi un espace de production et de jouissance de la mort noire, où la survie des priviléges occidentaux dépend du maintien d'autrui dans la vulnérabilité. Cette lecture afrocritique révèle alors que la nécropolitique n'est pas un vestige du passé, mais la forme actuelle d'un ordre global qui transforme la domination raciale en condition de la modernité (Bisoka 2025).

Références

- Ajari, N., 2022, *Noirceur. Race, genre, classe et pessimisme dans la pensée africaine-américaine au XXI^e siècle*, Paris, Éditions divergences.
- Ajari, N., 2019, *La dignité ou la mort. Éthique et politique de la race*, Paris, La Découverte.
- Bisoka, A.N., 2025, *Afrocritique. Essai sur l'infrapolitique des luttes noires*, s.l., Eterotopia.
- Bisoka, A.N. et M. de Nanteuil (dir.), 2021, *Achille Mbembe. Le devenir nègre du monde*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain.
- Fanon, F., 2002 [1961], *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte.
- , 1952, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Le Seuil.
- Foucault, M., 2004, *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France 1978-1979*, Paris, Gallimard et Le Seuil.
- Mbembe, A., 2019, *Necropolitics*, Durham (NC), Duke University Press.
- , 2016, *Politiques de l'inimitié*, Paris, La Découverte.
- , 2013, *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte.
- , 2003, « Necropolitics », *Public Culture*, 15 (1) : 11-40, <https://doi.org/10.1215/08992363-15-1-11>
- Tonda, J., 2016, *L'impérialisme postcolonial. Critique de la société des éblouissements*, Paris, Karthala.
- Vergès, F., 2019, *Le féminisme décolonial*, Paris, La Fabrique.